

« Attaquer les institutions nationales des droits humains, c'est attaquer la démocratie »

Sept institutions nationales des droits humains d'Amérique latine et des Caraïbes ont été la cible d'attaques au cours des 18 derniers mois. Le réseau régional appelle à une réponse et à un soutien internationaux plus soutenus.

En avril de cette année, le gouvernement de El Salvador a publié des photos de centaines de prisonniers dévêtus et entassés dans des conditions inhumaines. Conformément à son mandat, le responsable du Bureau du Procureur pour les droits humains, José Apolonio Tobar, a critiqué le Président de El Salvador, Nayib Bukele, pour avoir violé les droits humains fondamentaux des prisonniers et avoir ignoré les normes internationales des droits humains. Depuis lors, José Apolonio Tobar est la cible d'attaques politiques et personnelles du Président salvadorien sur les réseaux sociaux. Les attaques, qui ont duré plusieurs mois, ont mené José Apolonio Tobar à demander officiellement le soutien de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (GANHRI).

Les INDH d'Amérique latine et des Caraïbes sont attaqués

Les attaques à l'encontre de José Apolonio Tobar sont un exemple criant d'une tendance inquiétante constatée dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, l'une des régions du monde où l'on compte le plus d'attaques et de représailles contre des défenseurs des droits humains. Dans le but de les intimider ou de les affaiblir, plusieurs gouvernements de la région ont, au cours des 18 derniers mois, adopté des mesures politiques ou des actions en justice injustifiées à l'encontre de près de 50 pour cent des INDH d'Amérique latine et de leur personnel, que ce soit sous forme de restrictions budgétaires, de menaces de mort ou de campagnes visant à mettre en doute leur légitimité. Le *Procurador* du Guatemala a été victime d'attaques politiques incessantes menées par le gouvernement et le Congrès, parce qu'il a défendu les droits des personnes LGBTQ+ et les droits en matière de procréation sur les réseaux sociaux. La *Defensora de los Habitantes* du Costa Rica a subi des pressions afin qu'elle démissionne de son poste après avoir critiqué le gouvernement pour n'avoir pas protégé les données à caractère personnel des citoyens costaricains en lien avec la COVID-19. Une réforme institutionnelle visant à éliminer des élus et des magistrats pourrait affaiblir la position de l'Institution nationale des droits humains du Pérou. Le médiateur de la Bolivie a obtenu des mesures de protection de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) suite à des pressions politiques visant à saper le rôle de l'institution, ainsi qu'à des menaces de mort et à des actes de violence à son encontre et à l'encontre de son personnel. Le *Defensor* de l'Équateur a également demandé des mesures de protection à la CIDH après avoir reçu une menace de mort.

Nécessité urgente d'une réponse et d'un soutien internationaux

Le Secrétariat du Réseau des Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits humains d'Amérique (RINDHCA) est vivement préoccupé par la situation dans la région.

« Il est urgent de sensibiliser l'opinion internationale au sujet des attaques et des tentatives d'affaiblir les institutions nationales des droits humains. Il ne peut y avoir de démocratie sans institutions nationales des droits humains solides et indépendantes. Une attaque contre des organes mandatés par des États, disposant d'un mandat constitutionnel ou légal de protection et de promotion des droits humains au niveau national, est une attaque contre la démocratie », indique Cecilia Bernuy, directrice du Secrétariat de RINDCHA, qui souligne l'importance d'une réponse et d'un soutien internationaux renforcés aux institutions nationales des droits humains et aux autres défenseurs des droits humains.

« Nous avons besoin d'un soutien accru de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de l'UE et d'autres acteurs internationaux pour les INDH, et nous avons besoin que les acteurs internationaux confrontent les gouvernements au sujet des conditions intolérables auxquelles les INDH font face », souligne Cecilia Bernuy.

RINDHCA a désormais adopté plusieurs mesures pour mieux sensibiliser l'opinion internationale à la promotion du soutien aux INDH. Le réseau a déclaré à plusieurs reprises son soutien aux INDH qui ont été la cible d'attaques.

En collaboration avec la Fédération ibéro-américaine des médiateurs (FIO), RINDCHA organise une conférence consacrée aux violations à l'encontre des défenseurs des droits humains, qui se tiendra les 15 et 16 décembre. Lors de la conférence, les participants élaboreront une déclaration publique qui sera diffusée à l'échelon international. L'Institut danois des droits de l'homme et GANHRI, avec le soutien financier du projet de l'UE consacré aux INDH, apportent un appui technique à la conférence.

« L'établissement d'institutions nationales des droits humains en Amérique latine et dans les Caraïbes constitue une réponse aux violations des droits humains qui ont eu lieu dans la région. Afin de respecter leurs engagements internationaux en matière de droits humains, les États doivent permettre à ces institutions d'exécuter leurs mandats en toute indépendance et conformément aux Principes de Paris », déclare Cecilia Bernuy.